



Messieurs les représentants de la DGFIP,

Depuis le 13 mars, les agents de l'ex-DGi et de l'ex-CP sont convoqués pour écouter de beaux discours vantant les mérites de la fusion, l'esprit de dialogue social qui a régné lors de sa mise en place sans oublier le principe du gagnant –gagnant qui est censé emplir chacun d'un sentiment de satisfaction générale.

Nous vous rappelons toutefois que le 29 janvier, 60 % des agents de la DGFIP étaient en grève, 50 % le 19 mars ce qui laisserait à penser que tout n'est pas aussi rose que l'on prétend.

Ces réunions imposées ne peuvent en aucun cas faire oublier que les revendications des agents portées depuis des mois sont toujours évacuées d'un revers de main.

- **Revendications sur les emplois**

Dans le Rhône 39 postes supprimés en 2009 pour la filière fiscale et 13 pour la filière budgétaire et avec pour principales victimes les agents C.

Comment peut-on accepter ces suppressions d'emplois alors que les réformes s'accroissent, que les conditions de travail se dégradent ?

C'est l'arrêt de cette politique aveugle qui doit dès à présent être mis en œuvre.

- **Revendications sur les conditions de travail.**

Les agents de la DGFIP travaillent dans des conditions de pire en pire.

Les suppressions d'emplois, la rapidité d'enchaînement des réformes, les travaux permanents dans les services pour s'adapter à ces nouvelles structures ont eu des conséquences dramatiques sur la vie des services. Stress, disparition des repères professionnels, travail dans l'urgence avec l'obligation de s'adapter en permanence aux réformes font qu'aujourd'hui un mal-être profond s'est installé dans tous les services.

Avec le refus de ralentir le rythme des réformes, cette situation ne fera que perdurer et ce sont bien sûr les agents qui supporteront une nouvelle fois tout le poids de cette politique

- **Enfin, les revendications sur les salaires restent au cœur de toutes ces revendications.**

La perte du pouvoir d'achat des fonctionnaires est sans précédent, -11% depuis 2000 et le passif est lourd.

Quant aux agents de la DGFIP, ils payent lourdement l'absence de revalorisation salariale.

Malgré l'empilement des réformes qui ont eu pour conséquence une adaptation permanente des agents à leur nouvel environnement, aucun abondement en matière de points d'indice n'a été effectif.

La reconnaissance des qualifications, revendiqué depuis si longtemps n'a pas eu même un début de réponse.

Mais le pire s'est produit : avec l'harmonisation indemnitaire suite à la fusion, les agents des différentes catégories ont vu l'écart entre leur rémunération et celles des employés supérieurs s'accroître de façon démentielle.

Certes le principe même d'une harmonisation indemnitaire est acceptable mais pas pour accroître les disparités salariales notamment avec les plus bas salaires, pas pour créer encore plus d'injustice et d'iniquité.

Comment accepter de tels écarts alors que les agents au quotidien doivent supporter des réformes, des suppressions d'emplois, des conditions de travail de pire en pire tout en continuant à remplir leurs missions à laquelle ils sont tous et toutes attachés ?

Mesdames, messieurs, nous ne pouvons que constater le fossé abyssal entre les agents, la réalité du terrain et le DG.

Dès lors, tous les discours, toutes les grandes messes n'y changeront rien.

Nous n'avons plus rien à faire ici : c'est pourquoi nous invitons tous les agents à quitter la salle et à se rejoindre dans le hall.